

Blanquefort : Bruno Le Maire n'exclut pas une nationalisation temporaire

Les Echos Le 07/01 à 12:05 Mis à jour à 12:28

[Partager par mail](#) Imprimer

Bruno Le Maire et le président de la métropole de Bordeaux, Alain Juppé, le 15 octobre dernier, lors d'une rencontre avec les syndicats de Ford Blanquefort à la préfecture de Gironde. - SIPA/UGO AMEZ

« Je ne lâche rien » et « les discussions continuent » pour convaincre Ford de ne pas fermer le site de Blanquefort, a assuré le ministre de l'Economie.

Invité de l'émission « Le Grand Rendez-vous » organisée par Europe 1, CNews et Les Echos, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a assuré dimanche que « *les discussions continuent* » pour convaincre l'Américain [Ford de ne pas fermer son usine de Blanquefort](#).

« *Je suis en discussion aussi bien avec le président mondial, européen de Ford pour les convaincre que leur intérêt, de l'industrie et du site, c'est que nous maintenons ce site ouvert* ». « *Les contacts sont repris, la discussion se poursuit et je ne lâche rien* », a-t-il ajouté.

C'est « le rôle de l'Etat de protéger »

Surtout, Bruno Le Maire n'a pas exclu une nationalisation temporaire. « *S'il faut que l'Etat fasse la transition, rachète le site pour le revendre à Punch, cela ne me pose aucune difficulté. Pour moi, il n'y a que le résultat qui compte* ». Selon lui, c'est « *le rôle de l'Etat de protéger [...] quand certaines entreprises se comportent mal* ».

« *Rien ne justifie la fermeture de l'usine* », a martelé le ministre en soulignant qu'il s'agit d'un « *site industriel qui existe depuis des années et des années en Gironde* ».

Ce n'est pas parce que [Ford veut partir de France](#), « *comme il veut aussi le faire d'Allemagne où ils ont annoncé des décisions similaires pour le site de Sarrelouis où 1.600 salariés sont concernés* », que le site doit fermer, a également affirmé le ministre de l'Economie.